

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

CFDT en colère

Une crise sans précédent

- Social - Syndicats -

Date de mise en ligne : dimanche 26 octobre 2003

Démocratie & Socialisme

Le dernier conseil national de la CFDT est passé plus inaperçu que les annonces de départs massifs de cette même organisation. L'alignement de la confédération derrière la loi Fillon sur les retraites continue à secouer profondément cette organisation.

Depuis le 15 mai, date de l'aval de la direction de la CFDT au projet Raffarin-Fillon sur les retraites la CFDT est secouée comme elle l'a rarement été. Le malaise est général : dans les équipes syndicales qui se replient sur le professionnel, dans les directions intermédiaires et jusque dans l'expression au Conseil National. La crise de direction qui secoue la seconde organisation syndicale de ce pays tente de la minimiser toute préoccupée qu'elle est de maintenir son orientation coûte que coûte.

Comme en 1995, elle refuse de consulter les militants mais lance une grande campagne d'explication interne d'un an sur le fonctionnement démocratique, le mode de prise de décision et même les « valeurs » de la CFDT.

Cependant ce débat évacue les questions de fond : quel syndicalisme pour répondre aux attaques libérales ? Quelle politique intersyndicale dans ce cadre ?

Il s'agit d'éviter toute remise en cause de la ligne d'accord à tout prix qui peut s'incarner dans le bloc CFDT-CFTC-CGC.

Mais il n'est pas certain que les militants CFDT, qui ne sont pas aussi disciplinés que la direction le souhaite ne se servent pas de ce débat pour poser les questions qui font mal.

D'autant que les nuages risquent de s'amonceler. Déjà, la centrale enregistre, pour la première fois depuis longtemps, une baisse de ses adhérents (plus de 6000) après des progressions chaque année et bien qu'un tassement soit intervenu depuis l'épisode de la refondation sociale dans laquelle la direction confédérale s'est engagée à corps perdu avec le Medef.

Sans perspective de congrès rapide pour trancher et réorienter la centrale, avec une opposition affaiblie par les départs, il y a peu de chances que ce débat produise une inflexion de l'orientation confédérale.

Des dizaines de milliers d'adhérents en moins : la plus grave crise depuis 1964

La crise de démotivation va donc se poursuivre avec des départs plus ou moins discrets.

La baisse d'adhérents constatée en septembre n'est qu'un début puisque des structures importantes vont enregistrer des départs de milliers d'adhérents : dans l'éducation nationale, chez les cheminots, à la santé, dans les collectivités locales, en Auvergne, en Provence côte d'Azur, en Midi-Pyrénées, dans le Nord, en région parisienne ...

Ce sont sans doute des dizaines de milliers d'adhérents que la CFDT va perdre dans les mois qui viennent. Cette situation ne sera pas sans effet sur celles et ceux qui restent et qui s'interrogent à des degrés divers.

Le quarantième anniversaire de la centrale risque d'être plus que morose.

Le Conseil National a manifestement été un premier moment d'interrogations. Des fédérations et régions ont souhaité un positionnement plus clair en terme d'affichage contre le libéralisme. Mais ces interventions n'ont pas été jusqu'à remettre en cause l'orientation fondamentale de la centrale ... ce grand écart risque de ne pas tenir longtemps.

Si l'emploi ou la RTT peuvent ressouder en interne car il s'agit de thèmes identitaires de la CFDT, qu'en sera-t-il avec le dossier de l'assurance maladie ?

Un projet social libéral aux antipodes du rôle du syndicalisme Contre toute attente, la direction pousse les feux et veut ancrer un peu plus son projet social libéral.

Ainsi Rémi Jouan a-t-il, au nom de la direction, affirmé que le choix du 15 mai était un choix politique et d'ajouter : « *Pourquoi n'aurions nous jamais en France comme dans les autres grands pays européens des projets fondamentaux qui avancent au delà des divergences ?* ». Sous entendu des divergences droite-gauche.

Cela après avoir déploré l'attitude du PS dans l'opposition qui oublie ses responsabilités de parti de gouvernement. Et d'ajouter : « *quand on voit les dérives continues de l'aile gauche du PS, tenant des discours à rendre jaloux les ténors des partis d'extrême gauche et d'extrême droite, il y a de quoi perturber les citoyens en manque de repère. Et ceux ci donnent plus facilement raison aux chants des sirènes, qu'aux acteurs qui leur parlent des difficultés qu'il faut*

assumer pour notre avenir ».

François Chérèque a beau prétendre tirer argument des leçons des années 70 sur l'autonomie syndicale, il aura du mal à convaincre que l'autonomie syndicale puisse signifier des attaques persistantes dans le discours syndical contre le principal parti d'opposition et toute la gauche. Il avait d'ailleurs laissé paraître une note avant le conseil national parlant des années 70 comme d'une parenthèse dans l'histoire de la CFDT pour mieux « inventer » une continuité historique des orientations de la CFDT.

Dès lors, la direction de la CFDT semble engagée dans la voie de l'approfondissement de son projet politique social libéral. Inspiré des combats passés de la deuxième gauche (Rocard, Delors ...), et des débats de l'ex fondation Saint Simon, ce projet politique emprunte désormais à une partie de la droite. Ainsi, la confédération CFDT encense Fillon et des dirigeants nationaux ont participé à des colloques divers et variés au sein de l'UMP et de l'UDF.

Dans ce cadre, pour la direction, les départs de la CFDT « *ne sont pas tous des échecs* ». « *Ils opèrent une clarification politique trop longtemps repoussé* » a affirmé François Chérèque devant le Conseil National.

Drôle de conception d'une organisation syndicale qui se renforcerait en s'épurant en quelque sorte ... On pensait un peu naïvement que ces conceptions avaient disparu ... et pourtant !

La direction de la centrale semble vouloir pousser dehors ses opposants s'ils ne rentrent pas dans le rang. Soufflant tour à tour le chaud et le froid, elle désespère des militants dans les syndicats qui attendaient autre chose du débat provoqué par le « séisme interne » du 15 mai.

Ce positionnement n'est pas de nature à renforcer la CFDT. On peut même penser que c'est le contraire qui risque de se produire.

Au sein de la majorité confédérale, certains commencent d'ailleurs à s'en inquiéter. Ils soulignent que des militants de valeur risquent de partir, ils pointent les limites d'un bureau national homogène ... Mais la crainte de « faire le jeu de l'opposition interne » semble la plus forte.

D'autres sont convaincus de la place d'un syndicalisme dit « réformiste ». Mais tous ne mettent pas la même chose derrière car ils n'acceptent pas l'idée que « le capitalisme a triomphé » et qu'il faut se couler dans les contraintes imposées par la construction libérale de l'Europe.

Le « bergeronisme » de la CFDT n'a pas d'avenir

De fait, il n'y a pas de place en France pour un syndicalisme social libéral. Il faudrait un correspondant politique crédible à une telle conception syndicale. La CFDT semble y rêver. Il est pourtant peu probable que ce projet puisse voir le jour à court ou moyen terme même avec des charges « contre la gauche du PS ».

Dès lors la stratégie suivie n'ira guère au delà que d'essayer de garder le plus longtemps possible les chaussons de Bergeron en cherchant à s'installer dans tous les fauteuils disponibles : présidence de l'Assurance Maladie, de l'Unedic avec les succès que l'on sait. Le problème pour la CFDT, c'est qu'il n'y a pas de grain à moudre ; Aujourd'hui ce que proposent le patronat et le gouvernement, ce ne sont pas des avancées même petites, mais ce sont toujours de grands reculs.

Sa force est de correspondre à une certaine pensée unique choyée par les médias. C'est aussi sa grande faiblesse. Gageons que cette politique finira comme celle de Bergeron : oubliée du plus grand nombre. Elle ne résistera pas au mouvement de recomposition syndical qui s'engage.

Tout l'enjeu est de permettre enfin la construction d'un syndicalisme unitaire, indépendant, démocratique et majoritaire dont les salariés de ce pays ont plus que jamais besoin. C'est l'aspiration du plus grand nombre de militants comme cela a été constaté dans les mobilisations du premier semestre 2003.

Et cela pèsera plus, en définitive, que les constructions « théoriques » oiseuses de la direction de la CFDT.

Christian Normand